

RÉPUBLIQUE ET



CANTON DE GENÈVE

ARRÊTÉ

approuvant le plan N° 29010/42-539 attribuant les degrés de sensibilité au bruit selon l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) sur l'ensemble du territoire de la commune de Vandoeuvres

23 juillet 2003

LE CONSEIL D'ÉTAT

vu le projet de plan N° 29010/42-539 attribuant les degrés de sensibilité au bruit selon l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) sur l'ensemble du territoire de la commune de Vandoeuvres établi par le département de l'aménagement, de l'équipement et du logement au mois de juillet 1998 et modifié au mois de mars 2003.

vu l'enquête publique N° 1179, ouverte du 17 août au 16 octobre 1998;

vu le préavis du Conseil municipal de la commune de Vandoeuvres, du 19 avril 1999;

vu la procédure d'opposition, ouverte du 4 février au 4 mars 2000;

vu l'arrêté de ce jour statuant sur l'opposition formée au plan attribuant les degrés de sensibilité au bruit susmentionné;

vu les articles 15 alinéa 3 de la loi d'application de la loi fédérale sur la protection de l'environnement, du 2 octobre 1997 et 5 de la loi sur l'extension des voies de communication et l'aménagement des quartiers ou localités, du 9 mars 1929;

ARRÊTE

1. Le plan N° 29010/42-539 attribuant les degrés de sensibilité au bruit selon l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) sur l'ensemble du territoire de la commune de Vandoeuvres est approuvé.
2. Conformément aux articles 35 de la loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, du 4 juin 1987, modifiée

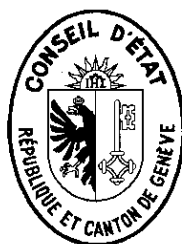
le 23 janvier 1998 et 17 de la loi d'application de la loi fédérale sur la protection de l'environnement, du 2 octobre 1997, un recours peut être déposé contre le présent arrêté auprès du Tribunal administratif, dans un délai de 30 jours dès sa publication dans la Feuille d'avis officielle de la République et canton de Genève. Le recours n'est toutefois recevable que si la voie de l'opposition a été préalablement épuisée.

3. Un exemplaire du plan N° 29010/42-539, susvisé, certifié conforme par le Chancelier d'Etat, est déposé en annexe aux actes du Conseil d'Etat.

Communiqué à :

Aménagement 5 ex

LG 3 ex



Certifié conforme,

Le chancelier d'Etat :